

Une explosion programmée?

Ce que la croissance démographique en Afrique subsaharienne pourrait entraîner

Serge Michailof



Du point de vue démographique, les pays africains au sud du Sahara constituent une exception. D'autres régions aussi ont connu une croissance démographique, mais elle n'a été aussi importante que dans ces pays. Si l'explosion démographique du xx^e siècle se poursuit au xxi^e siècle, les répercussions ne se limiteront pas au continent africain.



Spécificité démographique : au cours du xx^e siècle, la population des pays africains au sud du Sahara a été multipliée par sept. Source : © Akintunde Akinleye, Reuters.

Les transformations démographiques les plus spectaculaires jamais survenues dans l'histoire de l'humanité se déroulent et vont se dérouler sur le continent africain au cours des prochaines décennies.¹ Nous avons beaucoup de mal, en tant qu'Européens habitués à une population stagnante, à visualiser l'impact d'une croissance démographique de l'ordre de trois pour cent qui fait en gros doubler la population tous les vingt ans.

L'Afrique constitue un cas particulier au plan démographique

L'Afrique subsaharienne connaît une évolution démographique différente de celle des autres continents. La ponction et les troubles provoqués par la traite esclavagiste ont fait que c'est le seul continent où la population a stagné de 1.500 à 1.900, passant d'environ 80 à 95 millions d'habitants. Sur la même période, les taux de croissance de la population mondiale sont certes restés très bas, mais ils ont néanmoins permis à la population de l'Europe et de la Chine de quintupler.

Au cours du xx^e siècle, la population de l'Europe est multipliée par deux, celle de la Chine par trois, celle de l'Inde par cinq et celle de l'Afrique subsaharienne par sept ! Cette formidable croissance de la population mondiale tout au cours du xx^e siècle est due à la conjonction de deux facteurs : l'un est la forte réduction de la mortalité, en particulier infantile. L'autre est le maintien de taux élevés de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme), jusqu'à ce que survienne une baisse progressive de la fécondité qui caractérise, avec la baisse de la mortalité, la transition démographique.

A partir des années 1960, les taux de fécondité ont partout rapidement baissé – partout, sauf en Afrique subsaharienne où le taux de fécondité est resté très élevé, à 5,4 enfants par femme sur la période récente 2005–2010 ; il a dépassé sept enfants par femme ces dernières années dans la plupart des pays sahéliens. Ce décalage important entre la chute de la mortalité et la baisse de la fécondité constitue la principale anomalie de

la situation démographique africaine. Conséquence : les taux de croissance démographique sont restés très élevés, de l'ordre de 2,7 pour cent pour l'Afrique subsaharienne au niveau global et supérieurs à trois pour cent dans la plupart des pays sahéliens. Comment évoluera donc cette population africaine au cours du xxi^e siècle ?

Les niveaux toujours élevés de fécondité font que l'on peut déjà affirmer qu'après l'explosion démographique du xx^e siècle, l'Afrique connaîtra une seconde explosion démographique au cours du xxi^e siècle. De quelle ampleur ? L'inertie propre aux phénomènes démographiques fait que l'on peut déjà avancer qu'à l'échéance de 2030, la population de l'Afrique subsaharienne atteindra un chiffre situé dans la fourchette de 1,3 à 1,4 milliard. La décreue de la fécondité est ainsi beaucoup plus lente en Afrique subsaharienne que ne le laissait espérer le modèle classique. Si l'on omet les cinq pays d'Afrique australe, elle semble même actuellement plafonner au-dessus de quatre pour les pays africains les plus développés et urbanisés, ceci sans que les raisons tant culturelles, religieuses, que liées à l'absence d'accès aux contraceptifs et d'intérêt des autorités aient été sérieusement analysées. Les enquêtes montrent que l'utilisation de la contraception ne marque pas de progrès significatif puisqu'elle n'a augmenté en Afrique que de 0,2 pour cent par an au cours de la première décennie du xxi^e siècle.

Il faut dire que les autorités politiques manquent d'enthousiasme pour promouvoir des politiques actives de planning familial. Les donateurs extérieurs se sont eux aussi peu engagés sur ces questions : le montant des sommes consacrées par les pays membres de l'OCDE au soutien de programmes de population est de l'ordre de 0,2 pour cent de leur aide totale. Enfin nombre d'autorités religieuses, de la droite américaine aux djihadistes du Sahel, s'y opposent avec acharnement.

De très nombreuses incertitudes subsistent donc sur les chiffres de population attendus à l'horizon 2050. On ignore par exemple la



rapidité attendue de la réduction du taux de mortalité des enfants avant cinq ans. Ce taux est passé en Afrique de 256/1.000 au début des années 1970 à 120/1.000 aujourd'hui. Mais il est près de dix fois moindre en Asie de l'est et vingt fois moindre en Europe. Il faut donc s'attendre à des progrès significatifs en ce domaine. Or ces progrès, en eux même fort souhaitables, ne manqueront pas de se répercuter sur les taux de croissance démographique.

Le taux de mortalité infantile en Afrique est encore vingt fois plus élevé qu'en Europe.

La population de l'Afrique subsaharienne, actuellement estimée à tout juste un milliard d'habitants en 2016, devrait donc selon toute probabilité au moins doubler d'ici 2050. Si la fécondité passait pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne de 5,4 enfants par femme (situation des années 2005-2010) à 2,6 enfants par femme au début des années 2050, la population en 2050 serait de 1,8 milliard. Mais si la fécondité est alors encore de 3,5 enfants par femme, la population serait de 2,3 milliards.

Le Niger est démographiquement le cas le plus angoissant

Lors de son indépendance en 1960, le Niger avait environ trois millions d'habitants. Ce pays a aujourd'hui 20 millions d'habitants. Et il est désormais assuré, quels que soient les évolutions attendues du taux de fécondité et les efforts engagés dans le domaine du planning familial, que sa population sera supérieure à 40 millions en 2035 (le taux de croissance de la population estimé jusqu'ici autour de 3,5 pour cent a été révisé à la hausse à quatre pour cent en 2015 et sur la base des tendances actuelles pourrait dépasser 4,3 pour cent en 2035).

Entre 2035 et 2050, les fourchettes prévues de population s'élargissent considérablement en fonction de la rapidité avec laquelle diminuera

le taux de fécondité. Elles oscillent entre un chiffre très optimiste de 63 millions pour un taux de fécondité de 4,1 en 2050, 76 millions pour un taux de fécondité de 5,1 et enfin un chiffre de 89 millions si la fécondité restait comme c'est actuellement le cas à 7,6 enfants. Une première conclusion est que la population du Niger en 2050 serait au minimum vingt fois sa population de 1960. Mais les enfants ne sont-ils pas la richesse des familles et l'avenir d'une nation ?

Le Niger a une superficie de 1,267 million de kilomètres carrés, soit environ deux fois et demie celle de la France. Mais plus de 85 pour cent de la population vit sur les 20 pour cent du territoire les plus au sud. Moins de huit pour cent de la superficie du pays bénéficient d'une pluviométrie moyenne supérieure à 400 millimètres et sont réellement adaptés à l'agriculture. Dans ces régions, la densité de population varie entre 60 et plus de 100 habitants au kilomètre carré, atteignant même 150 habitants dans certains arrondissements.

Compte tenu de l'irrégularité des pluies, de la qualité très inégale des sols, des techniques culturales extensives actuelles et de la pénurie de terres irriguées, ce type de densité devient problématique dès que l'on dépasse environ 40 habitants/kilomètre carré. Cette densité implique en effet un raccourcissement des temps de jachères, une surexploitation des terres, une déforestation dramatique pour les besoins en bois de chauffage et une multiplication des conflits avec les éleveurs qui ne disposent plus d'espace libre pour leur transhumance. D'ores et déjà, divers documents² indiquent une réduction de plus de moitié du ratio de terres arables par actif en trente ans, ce ratio étant passé de 11,8 hectares en 1980 à cinq hectares en 2010.

La croissance démographique hors de contrôle provoque ainsi la création de poches, puis maintenant de régions entières, de dramatique pauvreté rurale où s'exacerbent les tensions foncières et où apparaissent des situations que l'on ne peut caractériser que par le terme de crises malthusiennes localisées³. Ces situations sont

bien évidemment aggravées par le manque d'investissement public et privé dans l'agriculture et des politiques agricoles souvent inadaptées.

Un drame démographique est-il inévitable au Sahel ?

Les débats sur la population opposent souvent les tenants du « il n'y a de richesses ni de force que d'hommes », énoncé par Jean Bodin en 1576, et les adeptes de Malthus qui dans son *Essai sur le principe de population* paru en 1798 préconisait de réduire la croissance de la population pour éviter les famines, les guerres et les épidémies. Les choses ont bien changé depuis ces écrits. Certes, de nombreuses famines, guerres et épidémies ont continué à ponctuer les XIX^e et XX^e siècles, pour diverses raisons, non exclusivement démographiques. Mais globalement Malthus a eu tort, car les progrès scientifiques, en particulier dans le domaine agronomique, ont permis de faire mentir ses prédictions. Toutefois on se rend maintenant compte qu'au niveau local, celui d'une vallée en Afghanistan ou d'une région donnée au Sahel, la combinaison de l'exceptionnelle croissance démographique et de l'absence tant d'investissement dans l'agriculture que de progrès technique, fait que ses prédictions se révèlent malheureusement parfois exactes. On voit ainsi apparaître au Niger et dans d'autres pays sahéliens un exode rural forcé et une situation de dépendance accrue vis-à-vis des aides humanitaires qui ne peut guère que s'accroître.

Une année sur trois le Niger présente un déficit céréalier supérieur à 200.000 tonnes. Lors des grandes sécheresses ce déficit atteint aisément le million de tonnes. Certes ces besoins sont pour l'essentiel couverts par le commerce régional avec les pays voisins et par l'organisme de stockage stratégique et d'intervention national qu'est l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN). Mais si la sécheresse affecte toute la sous-région, comme ce fut largement le cas en 1973 et 1984, la situation devient vite dramatique. Dans une période « presque » normale où une sécheresse modérée est intervenue,

comme en 2009-2010, encore 2,3 millions de Nigériens ont souffert de malnutrition.

Dans toutes ces régions les agriculteurs pratiquent une agriculture de subsistance qui pour beaucoup d'entre eux ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. Ils doivent compléter leurs ressources en partant en « exode », soit dans les grandes villes, soit au Nigéria ou en Côte d'Ivoire où ils ne sont pas toujours les bienvenus et où beaucoup ne trouvent pas de travail. Le moindre accident climatique provoque des disettes, voire la famine.

Or les sécheresses périodiques provoquent un enchaînement désastreux de conséquences dommageables. À la chute spectaculaire des rendements liée au manque d'eau s'ajoutent assez systématiquement des attaques de sauterelles sur les cultures et les pâturages, la propagation des épidémies au sein des troupeaux, une inflation des prix des produits alimentaires (qui peuvent être multipliés par quatre ou cinq), une réduction des troupeaux et des actifs des agriculteurs et des éleveurs, une augmentation de l'endettement, une dégradation du statut nutritionnel et bien sûr un accroissement de la pauvreté. L'enchaînement de ces divers mécanismes fait que l'impact d'une forte sécheresse s'exerce sur plusieurs années. On comprend dans ces conditions que les jeunes rêvent de quitter leur terre.

Face à cette dépendance accrue du pays vis-à-vis des importations et de l'aide alimentaire, des efforts significatifs sont faits pour développer l'irrigation sous toutes ses formes : grands périmètres, petite irrigation communautaire ou individuelle et pour tenter de mieux utiliser les eaux de surface. Mais malgré ces efforts la production céréalière irriguée représente moins de deux pour cent de la production céréalière totale et les projections montrent que même en mettant en valeur toutes les terres irrigables du pays, soit environ 330.000 hectares, le Niger restera fortement dépendant (à hauteur d'environ 75 pour cent en 2050) d'une agriculture pluviale extrêmement aléatoire.



Une croissance démographique élevée peut être source d'appauvrissement

Le principe qui veut que de très nombreux enfants soient toujours une source de richesse est sans doute exact au niveau de la famille en accroissant la force de travail disponible ; mais il est mensonger au plan national : la première raison est qu'une très forte croissance démographique pèse sur la croissance du revenu par habitant. Avec une croissance du produit intérieur brut de cinq pour cent, si le taux de croissance démographique est de 3,5 pour cent, la croissance effective du PIB par habitant n'est que de 1,5 pour cent et il faudra ainsi plus de quarante-cinq ans pour doubler le niveau de vie par habitant. Ce problème est dramatiquement illustré par l'évolution du PIB par habitant au Niger, qui a été réduit d'un tiers depuis l'indépendance du pays, passant ainsi de 476 dollars⁴ en 1960 à 297 dollars en 2014, après avoir connu un point bas autour de 260 dollars dans la période 2002-2010.

Une deuxième raison est d'ordre budgétaire, car lorsque la population d'un pays pauvre s'accroît, comme aujourd'hui au Niger, de 750.000 enfants chaque année, alors que les enfants en bas âge ou en âge d'être scolarisés représentent déjà la moitié de la population, la satisfaction des besoins en éducation, formation et santé devient un fardeau financier absolument insupportable pour le budget. Depuis quinze ans, le Niger a ainsi fait des efforts considérables sur le plan scolaire. Le taux de scolarisation est passé de 31 pour cent en l'an 2000 à près de 84 pour cent en 2014. Mais la qualité de cette éducation n'a pas pu suivre et le temps moyen passé par les enfants sur les bancs de l'école est inférieur à 1,4 an alors qu'il faut un minimum de cinq ans pour espérer maîtriser lecture, écriture et arithmétique.

← Orthoptères : outre des conditions climatiques défavorables, les invasions de criquets font partie des facteurs aggravants pour l'agriculture.
Source : © Pierre Holtz, Reuters.

En principe la croissance de la population active potentielle (âgée de 15 à 64 ans) conduit à l'apparition de ce que l'on appelle « un dividende démographique » favorable à la croissance démographique, qui est lié à l'arrivée à l'âge adulte de classes d'âge très nombreuses susceptibles de former une force de travail considérable. Mais ce dividende démographique implique que la proportion de dépendants de moins de 15 ans à la charge des actifs diminue. Or avec une fécondité élevée, le nombre de dépendant reste également très élevé et très peu de pays africains peuvent espérer bénéficier de ce dividende démographique comme le soulignent John May du *Population Reference Bureau* et Hans Groth du *World Demographic & Ageing Forum* dans leur livre qui sera publié au printemps 2017⁵.

Soulignons aussi que pour pouvoir bénéficier d'un dividende démographique, encore faut-il aussi que les jeunes qui arrivent en masse sur le marché de l'emploi, puissent effectivement trouver un emploi décent. Or en Afrique, cette perspective reste largement illusoire par suite de la réalité du marché de l'emploi.

Pour revenir au cas du Niger, les emplois industriels dans le secteur manufacturier (si l'on met à part le secteur minier et pétrolier) ne représentent que 4.000 postes, chiffre à comparer avec les effectifs de la cohorte annuelle de jeunes arrivants sur le marché de l'emploi, qui est actuellement de 243.000. Les jeunes générations sont donc chassées des campagnes par la raréfaction des terres, leur perte de fertilité et le manque de rentabilité de l'agriculture. Mais ils ont infiniment plus de chances de venir grossir les rangs des désœuvrés abonnées aux petits boulots dans les bidonvilles que de décrocher des emplois qualifiés ; la remarque s'applique aussi aux jeunes urbains y compris les diplômés.

Au total, ce qui semble maintenant à peu près certain, c'est que la transition démographique en Afrique subsaharienne et tout particulièrement au Sahel est à peine amorcée et ne s'achèvera pas avant plusieurs décennies, provoquant au cours des trente ans à venir un accroissement spectaculaire de la population et du nombre de

jeunes qui va peser sur les disponibilités alimentaires, sur l'amélioration des niveaux de vie, sur les dépenses sociales et surtout sur l'emploi. Va se constituer alors, tant au fond des campagnes que dans les mégapoles en cours de formation, une masse sous employée, sans espoir de promotion sociale, composée pour une bonne part de diplômés frustrés dans leurs espérances, et prête à toutes les aventures.

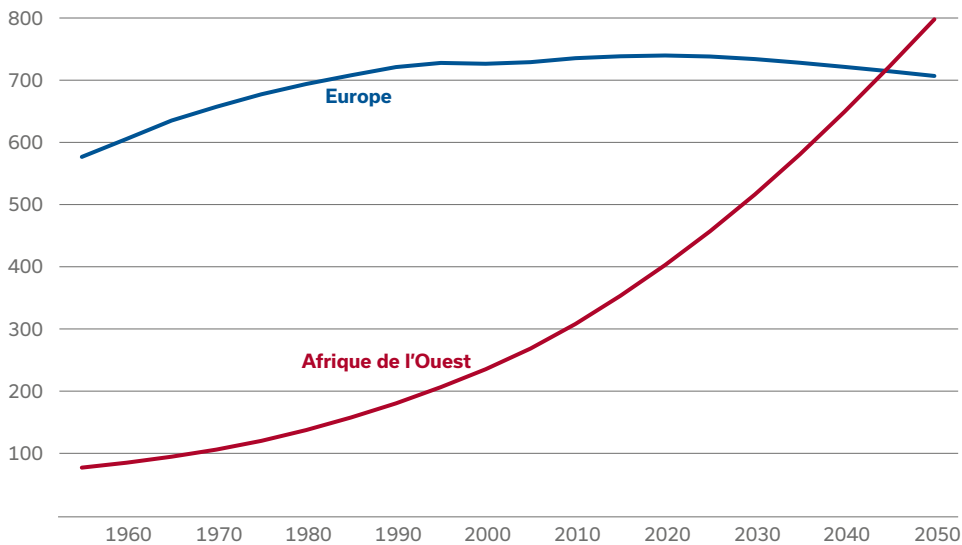
Une importante fraction des jeunes urbains africains est constituée de ceux que l'on appelle les «ni-ni-ni»: ni en emploi, ni en recherche d'emploi, ni en formation. Ces jeunes pour beaucoup à la dérive vivent au crochet de parents ou de rapines diverses. Il faut ici souligner que ce même phénomène explique pour une très large part la montée des tensions dans les pays du Moyen-Orient qui conduisirent aux fameux printemps arabes et aux désastres que l'on connaît en Syrie, en Irak et au Yémen. Par conséquent, en Afrique sub-

saharienne, les décennies à venir seront à l'évidence comme je l'écrivais déjà dans un précédent ouvrage⁶, les décennies de tous les dangers.

La démographie du Niger et de manière générale du Sahel peut déstabiliser toute l'Afrique de l'Ouest

Comment un pays enclavé, au très faible potentiel agricole, confronté à des aléas climatiques considérables et disposant d'une population peu éduquée comme le Niger peut-il espérer faire vivre 60 ou 80 millions d'habitants sur son territoire dans 35 ans? Et comment le groupe des quatre pays qui constituent le cœur du Sahel francophone, dont la population passera de 67 millions en 2015 à 120 ou 132 millions en 2035 puis entre 170 et 210 millions en 2050, peut-il espérer gérer un doublement, puis un triplement de sa population en un laps de temps aussi court, sachant que même si des efforts

Fig. 1 : Évolution démographique en Europe et Afrique de l'Ouest (exprimée en millions)



Pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Sainte-Hélène, Togo. Source : Worldometers 2016 : Western Africa Population Forecast. URL : <http://worldometers.info/world-population/western-africa-population> [consulté le 2.12.2016]; Worldometers. 2016 : Europe Population Forecast. URL : <http://worldometers.info/world-population/europe-population> [consulté le 30.11.2016] (sur la base de données de : Nations Unies, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. World Population Prospects : The 2015 Revision).

considérables sont immédiatement engagés dans le planning familial, la population continuera encore à augmenter après 2100 ?

Il est difficile de croire que cette folle croissance de la population, dans une région du monde confrontée à tant de handicaps et de menaces, ne conduira pas à des drames. Ceux-ci peuvent se manifester par des famines régionales de grande ampleur, dans un contexte où, en cas d'échec de la campagne agricole par suite d'un accident climatique, l'aide alimentaire et humanitaire sera désarmée. On ne peut en effet espérer nourrir par l'aide alimentaire 30 ou 50 millions de personnes, pour la raison très simple que les quantités de céréales nécessaires ne seront pas disponibles à temps, que la mobilisation des financements prendra également trop de temps et ne sera peut-être pas possible, et enfin que les systèmes logistiques seront de toute façon incapables de l'acheminer si l'on parvenait par miracle à surmonter les deux premières contraintes. En fait, l'aide humanitaire est déjà largement désarmée en cas de très grave sécheresse dont l'impact est régional et ne permet pas au commerce interrégional de combler les déficits locaux.

Historiquement des phénomènes de surpopulation ont entraîné l'effondrement de civilisations entières.

On oublie souvent qu'historiquement des phénomènes de surpopulation ont entraîné l'effondrement de civilisations entières. L'ouvrage remarquable de Jared Diamond⁷, dont le titre est précisément *Effondrement*, abonde en exemples de sociétés qui n'ont pu survivre à des crises environnementales qu'elles avaient provoquées. On oublie aussi les famines dramatiques qui ont provoqué des millions de morts. Sans revenir sur les grandes famines du XX^e siècle en Ukraine et en Chine qui furent le produit de politiques délibérées ou aberrantes, le cas de l'Irlande est édifiant : environ 1 million

de personnes y moururent de faim entre 1846 et 1851, lorsque le mildiou provoqua l'échec de plusieurs récoltes successives de pommes de terre, dans un contexte où la population était passée en quarante ans de quatre à neuf millions d'habitants. Cette famine provoqua une émigration massive vers les États-Unis.

Ce type de drame d'ampleur historique a en réalité toutes chances de survenir au Sahel bien avant que la population ne triple d'ici 2050 ! Le rapport de conclusion de la conférence multidisciplinaire organisée en 2013 par l'université de Berkeley et l'initiative OASIS sur la crise au Sahel souligne qu'on « ne peut éviter de conclure que la croissance de la population dans un contexte de changement climatique va rapidement excéder la capacité de production alimentaire de la région⁸ ». Les premières famines, sans pour autant prendre cette ampleur, ne manqueraient pas de déclencher des migrations massives vers les pays côtiers et vers l'Europe. Or le caractère exceptionnel de ce type de migration, qui constituerait pourtant la « soupape » la plus naturelle, ne peut que provoquer des réactions de xénophobie d'une ampleur inconnue, provoquant comme cela arriva à plusieurs reprises dans le passé des expulsions massives et de multiples troubles. Ceux de 2010-2011 en Côte d'Ivoire et en Libye ont provoqué le retour au pays de 210.000 Nigériens, suscitant d'innombrables tensions.

Mais le plus probable, avant même que de telles famines ne se déclenchent, est que la paupérisation du monde rural et la perte d'espoir des jeunes fassent le lit du Djihadisme. Car les menaces se profilent de tous côtés. Entre Boko Haram au Sud-est, la Libye à feu et à sang au Nord et le nord du Mali toujours déstabilisé, l'insécurité a toute chance de se généraliser au point de paralyser les circuits économiques. Nous avons un exemple édifiant avec le désastre du Nord-est du Nigéria où l'activité économique est paralysée par l'insurrection de Boko Haram et où se profile un désastre humanitaire. La poursuite de l'extension de l'insécurité en cours au Sahel ne pourrait que déborder sur



Causes d'exode: les famines déjà prévisibles aujourd'hui déclencheraient des mouvements migratoires considérables, et principalement en Afrique. [Source : © Isaac Billy, Reuters.](#)

la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Sénégal et le Nigéria dont on sous estime la fragilité. En tout état de cause, nous voyons bien que la simple poursuite des tendances démographiques actuelles au Sahel est ingérable.

L'évolution n'est pas encore irréversible

Si la situation et les évolutions en cours au Sahel sont extrêmement préoccupantes, des politiques appropriées peuvent pourtant atténuer l'impact négatif de cette croissance démographique exceptionnelle et ainsi permettre au moins de gagner du temps.

Des politiques agricoles et de développement rural peuvent parfaitement freiner l'exode rural et lancer pour un temps une véritable croissance rurale soutenable; René Billaz qui fut le directeur scientifique du CIRAD, le centre de recherche français bien connu, puis le président de l'ONG Agronomes et Vétérinaires sans frontières a récemment publié un ouvrage exceptionnel⁹ qui synthétise ses soixante ans d'expérience mondiale en agronomie tropicale et son extraordinaire connaissance des paysanneries sahéliennes. Le titre de son ouvrage, « Faire du Sahel un pays de cocagne » annonce clairement le défi. Bien que les moyens de



la recherche agricole soient très faibles, par l'application systématique des connaissances accumulées depuis un demi-siècle au Sahel en matière d'agro écologie, il serait techniquement parfaitement possible de pallier au moins momentanément aux conséquences sur l'agriculture du réchauffement climatique en cours et de doubler les rendements en milieu paysan, ceci sans apport de coûteux fertilisants et pesticides chimiques.

La démarche passe par la défense et restauration de la fertilité des sols et le contrôle de la circulation de l'eau de pluie impliquant de

petits aménagements, un travail particulier du sol, l'introduction d'une mécanisation légère avec traction animale et l'emploi de bios pesticides. Mais tout ceci doit aussi être suivi par l'arrivée de l'électricité en milieu rural indispensable au développement de l'artisanat et bien sûr par l'alphabétisation. Le problème est la difficulté de passer du micro au macro, de projets pilotes qui sur une dizaine de terroirs villageois montrent ce qu'il est possible de faire, au macro portant sur des millions d'exploitations. L'application de ces principes implique en effet des investissements significatifs et la mise en place concrète de programmes de développement rural de grande ampleur dans un contexte où les budgets locaux ne consacrent que des montants ridiculement faibles au développement rural (moins de huit à dix pour cent des budgets alors que 80 pour cent de la population vit en zone rurale) et l'aide internationale s'est scandaleusement désinvestie de ce secteur qui absorbe moins de huit pour cent de ses ressources.

Quelques chiffres illustrent cet immense écart entre l'état des lieux et les besoins. Le Burkina aurait ainsi besoin de 250.000 « Kassines » qui sont des charrues très légères pour la traction asine. La capacité de production locale est de 400 par an. Au Niger, 0,2 pour cent de la population rurale a accès à l'électricité. Enfin dans ce pays, 90 pour cent des paysans sont analphabètes (95 pour cent pour les femmes rurales).

Mais gagner du temps n'est pas gagner la bataille et il est désormais également urgent de maîtriser la fécondité. Or en ce domaine extraordinairement sensible sur les plans culturel, religieux et idéologique, la tentation est toujours d'espérer que le développement économique permettra finalement, par l'éducation et la diffusion des techniques modernes de contraception, de régler « spontanément » ce problème.

Cette approche fondée sur le développement économique et l'éducation a réussi en Europe, en Amérique du Nord, en Russie ; mais dans ces pays la transition démographique s'est étalée

sur une centaine d'années et l'accroissement naturel est resté au maximum de l'ordre de un pour cent par an. En Amérique latine, en Asie où le prix Nobel Gunnar Myrdal prédisait dans un ouvrage célèbre¹⁰ il y a près d'un demi-siècle des famines dramatiques, les taux d'accroissement naturels de plus de deux pour cent par an ont été de courte durée. En Afrique subsaharienne et en particulier au Sahel, où l'accroissement de la population se maintient au-dessus de trois pour cent par an depuis 1960, dans combien de décennies peut-on raisonnablement espérer atteindre des taux de croissance démographique d'environ un pour cent par an, comme c'est le cas aujourd'hui en Asie et en Amérique latine ?

Une régulation des naissances est incontournable, mais est-elle politiquement possible ?

La situation au Sahel est unique dans l'histoire récente. Le problème de l'emploi tant rural qu'urbain déjà fort préoccupant va ainsi devenir l'un des plus aigus qui vont se poser aux gouvernements sahéliens. Dans un tel contexte ces derniers ont la responsabilité historique d'afficher des opinions différentes de leurs autorités religieuses et de plaider à contre-courant de la culture et des idées dominantes pour lancer au plus vite de vastes programmes de planning familial.



Empowerment : des programmes de contrôle de la natalité permettraient non seulement de freiner la croissance démographique, mais contribueraient également à établir la parité homme-femme.

Source : © Joe Penney, Reuters.

Le lancement de tels programmes est-il possible ? Techniquement certainement, car nous disposons d'assez d'exemples de succès (et d'échecs instructifs) de programmes de ce type dans d'autres régions du monde, pour être capables de faciliter la conception et le lancement de programmes à caractère global, permettant d'accélérer la maîtrise de la fécondité. De tels programmes devraient certes être conduits avec prudence, dans le respect de la culture du pays. Leurs coûts seraient à fait raisonnables, et, pour un pays comme le Niger, resteraient dans un ordre de grandeur allant de six à 35 dollars par famille et par an selon la nature des dépenses prises en compte et selon leur ambition.

Mais est-ce politiquement possible ? Les gouvernements iront-ils contre l'opinion générale, contre leurs religieux, dans un contexte où les groupes d'oppositions armés ne manqueront pas d'en faire un argument politique potentiellement déstabilisateur ? Les donateurs internationaux, qui depuis toujours ont soigneusement évité ces sujets, sont-ils disposés à sortir de leurs routines pour soutenir les efforts de ces gouvernements ? Sont-ils prêts à braver les interdits de la droite religieuse nord-américaine dont l'influence est considérable ? Il faudra ici un programme de plaidoyer très ambitieux pour convaincre nombre de partenaires influents, allant de l'église catholique à la droite républicaine religieuse américaine, d'observer au moins la neutralité en ce domaine.

Enfin, des stratégies soigneusement pensées qui ont fonctionné dans des pays bien organisés comme l'Iran (où le taux de fertilité est passé de six enfants par femme en 1986 à 3,5 en 1994, soit en moins de dix ans) fonctionneront-ils dans des pays comme le Niger, où les infrastructures sont très insuffisantes et les institutions souvent défaillantes ? La réponse à ces questions reste ouverte. Mais elle aura un impact déterminant sur le futur du continent.

Serge Michailof, Ph.D., est chercheur associé à l'IRIS et ancien directeur des opérations de l'Agence Française de Développement (AFD).

- 1 En 2015, Serge Michailof a publié un livre intitulé *Africanistan - L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* aux éditions Fayard (Paris). Ce livre se penche dans le détail sur la problématique esquissée ici.
- 2 Cf. Ministère de l'Agriculture 2013 : Stratégie de la petite irrigation au Niger.
- 3 Cf. Potts, Malcom / Henderson, Courtney / Campbell, Martha 2013 : *The Sahel, a Malthusian Challenge*, Environmental and Resource Economics, 55 : 8.
- 4 Exprimé en dollars constants de l'an 2005.
- 5 Cf. May, John / Groth, Hans 2017 : *Africa's Population - in search of a demographic dividend*, New York.
- 6 Cf. Michailof, Serge 2010 : *Notre maison brûle au Sud*, Paris.
- 7 Cf. Diamond, Jared 2005 : *Collapse. How Societies Choose to Fail or to Succeed*, New York.
- 8 Cf. OASIS Conference 2013 : *Crisis in the Sahel, Possible Solutions and the Consequences of Inaction*, Berkeley.
- 9 Cf. Billaz, René 2016 : *Faire du Sahel un pays de cocagne*, Paris.
- 10 Cf. Myrdal, Gunnar 1968 : *Asian Drama, an Inquiry Into the Poverty of Nations*, Londres.